

De notre envoyé spécial à Islamabad, Jean-Paul Mari

Benazir Bhutto : « Mon modèle ? John F. Kennedy »

Un entretien avec le futur Premier ministre du Pakistan

Ratatiné sous sa couverture, le vieillard s'accroche à son bouquet fané de fleurs des champs et à une invraisemblable guirlande en fil doré. Voilà deux heures qu'il attend devant la porte de la villa de Benazir Bhutto à Islamabad. Et personne n'ose le chasser. A l'intérieur, un groupe de gentlemen pakistanais, costume de bonne coupe et mocassins cirés, discutent en anglais en prenant le thé.

Tous attendent Benazir ; le vieillard, pour lui donner son offrande et recevoir sa bénédiction, les gentlemen pour parler de l'avenir. Benazir consulte des premières heures du jour jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. Benazir triomphe. Son vieil adversaire, le général Zia, n'est plus. Celui qui a renversé il y a onze ans le gouvernement de son père Ali Bhutto, qui l'a fait exécuter deux ans plus tard et a envoyé Benazir en prison pendant plusieurs années a perdu. Ses partisans sont battus aux élections. Le PPP (Parti du Peuple pakistanais), le parti de Benazir, est aujourd'hui le premier du pays.

Le Nouvel Observateur. - Vous avez gagné. Pendant toute la campagne électorale, vous avez dit qu'il fallait gagner sans esprit de revanche. Et être prêt à pardonner. Peut-on pardonner quand son père a été pendu ?

Benazir Bhutto. - Dieu et l'histoire feront justice. Devant l'histoire, mon père sera acquitté. Devant le peuple du Pakistan, c'est déjà fait. Je crois à la rédemption par l'histoire. Tout le monde est responsable face à l'histoire. Aujourd'hui, notre objectif est de guider le Pakistan vers la démocratie. Nous serons très souples dans notre démarche. Prêts au compromis. A condition que nos principes ne soient pas niés.

N.O. - La mémoire de votre père, l'aura d'Ali Bhutto ont beaucoup contribué à la victoire du PPP aux élections. Désormais, c'est vous qui allez



Avec Jean-Paul Mari

diriger le pays. Serez-vous toujours la fille d'Ali Bhutto ?

B. Bhutto. - Je suis la fille de mon père. Et j'en suis fière. Je ne serais jamais allée aussi loin sans son sacrifice et l'amour que les gens lui portent. Je le sais. Mais je sais aussi qui je suis. Et j'appartiens à la nouvelle génération. Je ne serai pas jugée sur la mémoire de mon père mais bien sur la manière dont le PPP mon parti gouvernera.

N.O. - Et quelle est la différence ?

B. Bhutto. - Dans les années 60, l'Etat avait beaucoup d'importance. On le considérait comme une panacée à tous les problèmes. Pas seulement au Pakistan mais aussi en Europe. Au début des années 80, on a commencé à repenser le problème et à comprendre qu'il fallait laisser de la place à l'initiative. Voilà la différence.

N.O. - Vous ne cessez de répéter que vous êtes une femme musulmane. Votre mariage - arrangé - s'est fait selon la tradition. Zia a fait instaurer la charia (loi islamique), les tribunaux islamiques, la flagellation, la lapidation à mort, le péché de

chair - « zina » - pour les femmes adultères puni par la peine capitale, les procès où la voix d'un homme vaut celles de deux femmes...

B. Bhutto. - Cela n'a rien à voir avec l'islam ! Ecoutez. Pour tous les musulmans, le Coran et la sunna sont les réponses suprêmes. Nous pensons qu'il faut s'attacher à la philosophie de l'islam. Son message essentiel est un message de tolérance, de paix et de fraternité. Nous sommes opposés à tout sectarisme. Ce n'est pas le rôle de l'Etat de jouer les sectaires. Sinon, vous ne faites que dresser les musulmans les uns contre les autres. Sous le règne de Zia, les sectes religieuses se sont entretuées dans les rues du Pakistan. Nous voulons éviter cela et prendre l'islam dans sa signification universelle.

N.O. - Et la charia ? Et ses lois ? Et le statut des femmes ? Que faites-vous de tout cela ?

B. Bhutto. - Encore une fois, tous est question d'interprétation. La charia est acceptable par tous puisque tout musulman s'incline devant le nom d'Allah. Zia a détourné le message de la charia. Ses tribunaux « islamiques » étaient de simples tribunaux militaires au service d'une dictature brutale. Cela n'a rien à voir avec la charia. C'était un cauchemar. Les gens veulent oublier tout cela.

N.O. - Est-il vrai que votre premier voyage en tant que Premier ministre sera pour La Mecque ?

B. Bhutto. - J'aimerais bien.

N.O. - Comme un symbole ?

B. Bhutto. - Non. Simplement pour prier dans la maison de Dieu. Tout au long de ces années terribles, c'est Dieu qui m'a donné la force.

N.O. - Vous voulez une armée professionnelle. Mais les militaires sont très impliqués dans la vie politique au Pakistan. Vous croyez qu'ils vont se retirer ? Et vous laisser les mains libres ?

B. Bhutto. - Il est certain que ce n'est pas facile pour les militaires de quitter la politique. Il n'en reste pas moins que l'armée a accepté le jeu démocratique. La période de transition est, c'est vrai, une période délicate. Mais, croyez-moi, il n'est pas question de donner le moindre prétexte qui pourrait justifier le retour à la loi martiale.

N.O. - Jusqu'ici les militaires pakistanais ont résolument soutenu la résistance afghane. Comment voyez-vous le règlement du problème afghan ?

B. Bhutto. - Il doit y avoir une continuité dans la politique pakistanaise. C'est un problème d'intérêt national. L'Afghanistan est notre voisin. Il faut vivre l'un à côté de l'autre. Ce pays connaît aujourd'hui la guerre civile. Et nous avons trois millions de réfugiés afghans dans notre pays. Notre impératif de sécurité est commun.

N.O. - Zia pensait qu'il fallait prendre Kaboul.

B. Bhutto. - Le Pakistan n'a pas à décider à la place des Afghans.

N.O. - Est-ce que vous serez plus attentive à la voix de l'Union soviétique ?

B. Bhutto. - L'Armée rouge doit quitter l'Afghanistan.

N.O. - Allez-vous suspendre vos efforts pour produire la bombe atomique ? L'avez-vous déjà ?

B. Bhutto. - Je n'ai pas encore accès aux secrets d'Etat. Soyons clair. Nous voulons une région sans armes nucléaires. Notre politique nucléaire sera pacifique. Elle se limitera à produire de l'énergie.

N.O. - On estime à 2 ou 3 millions le nombre de toxicomanes au Pakistan. La drogue imprègne

toute la société. L'influence du trafic d'héroïne et de haschich en provenance d'Afghanistan a favorisé la corruption, l'argent noir et la délinquance.

B. Bhutto. - La drogue est le problème numéro un du Pakistan. Nous voulons y mettre fin. Ce ne sera pas facile. La mafia de la drogue a des racines profondes dans ce pays. Pour combattre ce fléau, il faut des spécialistes bien entraînés, formés à l'étranger. Nous ferons tout pour cela.

La loi, la constitution..., tout a été bafoué sous Zia. On a instauré la loi martiale, c'est-à-dire la loi de la jungle. Pour Zia, la constitution n'était qu'un livret de douze pages. Chaque citoyen a voulu faire sa propre loi. La corruption, le banditisme, le kidnapping dans les campagnes, dans les grandes villes..., tout cela a augmenté. Ici, les gens ont pris l'habitude de régler leurs problèmes une arme à la main.

N.O. - C'est ce que vous appelez « la culture de la kalachnikov ».

B. Bhutto. - Oui. Les groupes de ce pays ont l'habitude de s'affronter les armes à la main. Nous avons aujourd'hui une mentalité de forteresse, et chacun se retire derrière ses murs avec ses armes. Il faut montrer que ce n'est pas la violence qui donne des résultats mais bien le respect de la loi.

N.O. - Vous parlez d'abolir le féodalisme. Mais dans vos propres rangs, beaucoup de députés sont eux-mêmes de grands propriétaires terriens. Vous croyez vraiment que vous allez les convaincre ?

B. Bhutto. - Certains membres du PPP sont de

grands propriétaires terriens. Mais ils ne sont pas si nombreux. Et puis le féodalisme est une culture, une tradition du contrôle social, juridique et policier... et nous voulons transférer ce pouvoir à la base.

N.O. - Comment voyez-vous le Pakistan dans dix ans ?

B. Bhutto. - Un Pakistan fédéral, démocratique, ancré sur une constitution et une justice économique et sociale.

N.O. - Votre première mesure comme Premier ministre ?

B. Bhutto. - Il y a tellement de choses à faire ! Régler le problème humain des prisonniers politiques, le retour à la constitution de 1973, le problème de la presse, du chômage, de la pauvreté... Tout est prioritaire !

N.O. - De qui vous sentez-vous le plus proche ? Qui admirez-vous ? Cory Aquino ou Indira Gandhi ?

B. Bhutto. - Pourquoi est-ce qu'on me compare toujours à des leaders féminins ? Je préférerais que l'on fasse référence au président américain John Kennedy. Il était jeune, je suis jeune. Comme catholique aux Etats-Unis, il n'était pas conventionnel. Moi, je suis une femme, au Pakistan ce n'est pas conventionnel. Il avait un grand sens de l'idéalisme, je crois l'avoir aussi. Il avait le sens de la grandeur de son pays, moi aussi. Je crois que le Pakistan ne doit pas rester prisonnier de son ignorance et de sa pauvreté. Et qu'il peut devenir un grand pays.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL MARI

